



Compatibilité climatique CAP Prévoyance

(Genève ville, SIG et communes)

Caractérisation

CAP Prévoyance un volume d'investissement total d'environ CHF 5.5 milliards et se classe environ au 44e rang des caisses de pension en Suisse.

Politique en matière de durabilité/ESG

CAP Prévoyance a adopté depuis longtemps une Charte d'investissement responsable, présentant des critères détaillés de durabilité (Environmental, Social, Governance ESG), qui fait partie intégrante du Règlement de placement (Annexe 1). Ces critères détaillés prévoient notamment l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion des placements. CAP Prévoyance applique ces principes aux actions, obligations, au Private Equity (actions non cotées) et aux placements alternatifs non transparents. Les critères couvrent notamment l'anticipation et la réduction des émissions polluantes. En outre, des critères d'exclusion sont observés; les entreprises qui réalisent une partie importante de leur chiffre d'affaires avec p.ex. les armements sont exclues. Cette Charte d'investissement responsable a été révisée en 2021. Nouvellement inclus au moyen d'une liste d'exclusion à mettre à jour de manière dynamique sont (voir aussi ci-dessous):

- un engagement contre le réchauffement climatique en contribuant à la transition énergétique et, notamment, à la réduction des émissions de carbone,
- l'exclusion des entreprises de l'extraction et l'utilisation du charbon
- l'exclusion des entreprises des énergies fossiles dont l'extraction est controversée
- les exclusions normatives d'investissement qui ont pour objectif de radier de l'univers d'investissement des pays (zones géographiques) ainsi que des sociétés sujettes à des controverses, notamment lorsque les démarches d'engagement et de dialogue n'ont pas permis d'améliorer les pratiques conduisant à l'exclusion; ces exclusions normatives tiennent notamment

compte des normes définies par des organismes internationaux comme les Nations Unies (Global Compact), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ou les dispositions relatives aux droits de l'Homme.

Dans son Rapport d'activité 2019, CAP Prévoyance précise que l'intégration des critères ESG dans la gestion des placements mobiliers, en collaboration avec les gérant-e-s concerné-e-s, a d'ores et déjà permis à CAP Prévoyance de se désengager progressivement des secteurs sensibles, tout en favorisant des investissements dans des entreprises qualifiées de «best-in-class». De plus, elle informe que les gérant-e-s externes mandaté-e-s doivent être en mesure d'offrir des solutions compatibles avec la charte et que, à défaut, ils ou elles sont écarté-e-s.

Dans son Rapport d'activité 2020, la Caisse informe que, en 2020, les travaux de révision de la charte se sont poursuivis et les instances ont confirmé leur volonté d'intégrer le plus largement possible les critères ESG, notamment en s'engageant davantage contre le réchauffement climatique, ceci afin de contribuer à la transition énergétique et la réduction des émissions de carbone. Cet accent, mis sur la prise en compte des risques climatiques, comprend le désengagement progressif des investissements dans le segment des énergies fossiles et la réduction de la consommation énergétique dans le domaine de l'immobilier. CAP Prévoyance communique aussi que le portefeuille consolidé affiche une note de durabilité, à savoir une qualité globale ESG moyenne au-delà de B+. Ce niveau est supérieur à celui de l'indice de référence (B). Cette qualité favorable est due à une forte allocation dans les actions et les obligations suisses, mais également à une sélection diligente.

Dans son Rapport d'activité 2021, CAP Prévoyance informe de ses démarches en cours : "Dans le cadre des mandats en gestion indicielle, l'utilisation d'indices de référence adaptés a été privilégiée en dialoguant avec les gérant-e-s de portefeuilles. Il s'agit soit d'indices de références disponibles sur le marché, soit d'indices filtrés selon la méthodologie propre au ou à la gérant-e. Un effort important a été mis en œuvre avec le dépositaire des titres afin de mettre sur pied un rapport dédié à l'investissement responsable (ESG Risk Management Report). Ce rapport devrait permettre d'obtenir régulièrement, au niveau des portefeuilles, des compartiments et de la consolidation, une analyse des risques ESG des valeurs mobilières. Il s'agit notamment de pouvoir effectuer une analyse de la qualité ESG des investissements, de l'exposition aux controverses, du respect de la politique d'exclusion et de l'empreinte carbone des placements (état des lieux et trajectoire). Les premières données issues de ces rapports confirment le bon profil ESG des investissements en valeurs mobilières, notamment au niveau environnemental, et de la réduction de l'empreinte carbone des portefeuilles".

Prise en compte des risques climatiques dans le cadre de la politique ESG, respect de l'expertise juridique de NKF

La prise en compte des risques climatiques dans le processus d'investissement fait partie de l'obligation fiduciaire de diligence selon l'expertise juridique du cabinet d'avocats NKF.

Il ressort du Rapport d'activité 2020 et de la nouvelle version de la Charte d'investissement responsable que CAP Prévoyance tient compte des risques climatiques.

Mesures prises pour décarboniser le portefeuille

Dans son Rapport d'activité 2020, CAP Prévoyance informe que sa mesure des émissions du CO2 liées au portefeuille a révélé que celles-ci est inférieure de près de -21% à l'indice de référence. Des expositions résiduelles, bien qu'inférieures à l'indice de référence, sont encore constatées dans les domaines des énergies fossiles (2.1%) et du charbon (0.6%), notamment dans le cadre des actions et obligations internationales. De plus, dans l'application de sa nouvelle version de la Charte d'investissement responsable, CAP Prévoyance annonce l'exclusion des entreprises de l'extraction et l'utilisation du charbon et des entreprises des énergies fossiles dont l'extraction est controversée.

En décembre 2020, CAP prévoyance communique que un pool d'investisseurs institutionnels romands (Retraites Populaires, Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV), Caisse intercommunale de pensions (CIP), Profelia, Caisse cantonale d'assurance populaire (CCAP), Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CEG), CAP Prévoyance et Vaudoise Assurances) s'associe à d'importantes caisses de pensions nordiques afin d'investir dans AIP Infrastructure II, un fonds d'infrastructure lié à la transition énergétique. Dans son Rapport d'activité 2020, CAP Prévoyance informe que les investissements liés aux thèmes durables, bien qu'en augmentation, restent relativement modestes pour le portefeuille global (moins de 5%). Les principaux thèmes concernés sont les énergies propres, l'eau, les obligations vertes et les obligations durables.

Adhésion à des associations de développement durable

CAP Prévoyance est membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse et de l'ETHOS Engagement Pool International.

Engagement effectif pour le climat et exercice du droit de vote à l'étranger et en Suisse

En tant que membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse, CAP Prévoyance a notamment participé à deux initiatives d'engagement remarquables et réussies : dans le cas de Nestlé, Ethos a obtenu le Say on Climate, c'est-à-dire la présentation de la stratégie climatique du groupe à l'assemblée générale 2021, et dans le cas d'Holcim, l'élaboration d'un Say on Climate Report pour l'assemblée générale 2022.

En tant que membre de l'ETHOS Engagement Pool International, la Caisse participe en particulier depuis juin 2018 au programme d'engagement pluriannuel en cours, qui demande à 8 compagnies d'électricité européennes de se préparer à un avenir pauvre en carbone.

Dans ce contexte, la signature du 2021 Global Investor Statement to Governments on the Climate Crisis, organisée par la coalition mondiale The Investor Agenda, envoie un signal fort aux gouvernements et aux responsables politiques de tous les pays. Plus de 450 investisseurs mondiaux, dont des investisseurs institutionnels de premier plan, appellent les gouvernements à combler le vide législatif, de plus en plus criant, pour atteindre l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris sur le climat.

CAP Prévoyance est signataire de la Climate Action 100+, des grands investisseurs mondiaux, qui cible les 167 plus grands émetteurs de gaz à effet de serre représentant 80% des émissions mondiales de CO₂eq. Le principal axe d'action de l'initiative est: «An important component of company commitments on climate change is the formation of comprehensive business strategies that fully align with the goals of the Paris Agreement and reaching net-zero emissions by 2050 or sooner». Les caisses de pension qui se regroupent dans l'«ETHOS Engagement Pool International» accèdent, selon le rapport d'activité 2020, via Ethos en tant que «Participant» à l'initiative mondiale Climate Action 100+ dans le cadre d'une division du travail avec leur propre représentation, discutent des objectifs et des mesures pour atteindre les objectifs, et rendront compte des progrès réalisés. Comme le montre le Progress Report 2020 de Climate Action 100+, les premiers progrès sont évidents chez plusieurs entreprises. Le processus, les types d'engagement et les outils, les exigences en matière de contenu, les étapes et la mesure des progrès sont définis de manière transparente. Les exigences de fond comprennent l'intégration d'une gouvernance axée sur le climat dans les systèmes de gestion des entreprises (y compris l'alignement du lobbying pour soutenir les politiques favorables au climat), la divulgation des risques climatiques conformément aux recommandations du Task Force on Climate-related Financial Disclosures du G20 (TCFD), et la définition d'une voie de décarbonisation à travers la chaîne de valeur qui soit conforme à l'objectif climatique de 2°C de l'Accord de Paris sur le climat.

Enfin, elle est devenue signataire de l'Investor Decarbonization Initiative de ShareAction. Cette initiative d'engagement climatique vise à garantir que les entreprises utilisent 100 % d'énergie renouvelable, augmentent leur efficacité énergétique et passent à la mobilité électrique.

Selon son Rapport d'activité 2020, CAP Prévoyance a exercé ses droits de vote par l'intermédiaire de Ethos auprès de 420 entreprises étrangères. Elle rend compte de manière transparente des résultats. Dans le cas des entreprises climatiquement négatives (en particulier les compagnies pétrolières et gazières), Ethos vote systématiquement en faveur de toutes les résolutions favorables au climat et contre la direction. Sur cet axe, elle se comporte de manière positive pour le climat.

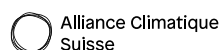
Mesure de l'empreinte CO2 ou du risque climatique financier avec analyse de scénarios

Dans son Rapport d'activité 2020, CAP Prévoyance informe de sa mesure des émissions financées de CO₂ (voir ci-dessus). De plus, elle communique ses conclusions sur sa participation au test de compatibilité climatique de l'OFEV 2020 fondé sur le modèle PACTA : «Les résultats ont montré que CAP Prévoyance se compare favorablement à ses pairs, c'est-à-dire à l'univers des caisses de pensions ayant participé au test. Par rapport aux objectifs visés, il reste une marge de progression».

Planification de mesures ultérieures de décarbonisation au niveau du portefeuille

Il ressort de sa nouvelle version de la Charte d'investissement responsable que CAP Prévoyance est déterminée à réduire progressivement les émissions de gaz de serre financées.

L'Alliance climatique s'abstient de considérer les mesures positives pour le climat dans le portefeuille immobilier. Ceci est dû au fait que les progrès dans ce domaine semblent encore difficiles à quantifier et comparer. Pourtant, il convient de mentionner que CAP Prévoyance, avec nouvelle version de la Charte d'investissement responsable, veut mettre un accent particulier sur le parc immobilier détenu en direct, pour lequel des ressources financières importantes seront nécessaires dans les années à venir pour répondre aux enjeux climatiques et réduire les émissions carbone.



Conclusion:

- Basée sur sa nouvelle version de la Charte d'investissement responsable, CAP Prévoyance dispose d'une politique de durabilité globale.
- Avec l'élimination des producteurs de charbon et d'électricité basée sur le charbon des portefeuilles d'actions et obligations, elle a commencé à décarboniser de manière systématique ses investissements.
- La Caisse poursuit un plan de désengagement progressif des investissements dans le segment des énergies fossiles.
- CAP Prévoyance dispose d'instruments lui permettant la planification systématique de nouvelles mesures visant une amélioration de la qualité ESG (Environment, Social, Governance) et de la compatibilité climatique (actions, obligations).
- Au moment, elle a déjà réalisé une réduction de 21 % de l'empreinte carbone des portefeuilles actions et obligations par rapport au benchmark respectif.

- Prise d'influence comme actionnaire au sein de l'[ETHOS Engagement Pool International](#), en particulier avec la participation active à la [Climate Action 100+](#), et de l'[ETHOS Engagement Pool Suisse](#).



Tendance 2020-2022 :

Évaluation: nettement mieux

Commentaire de l'Alliance Climatique

- Avec sa première décarbonisation significative des actions et des obligations, avec son plan de désengagement progressif des investissements dans le segment des énergies fossiles, CAP Prévoyance est, en combinaison avec la participation à l'[ETHOS Engagement Pool International](#), avec ses investissements mobiliers, sur une trajectoire qui peut actuellement être considérée comme conforme aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat – max. 1,5°C d'ici 2050.
- Un objectif concret de zéro net de CO2eq financé bien avant 2050, avec des objectifs intermédiaires en 2025 et 2030, en ligne avec le dispositions à ce jour les plus avancées du [Target Setting Protocol de la UN convened Net Zero Asset Owners Alliance](#), est encore en attente.
- Pour respecter le plus rapidement possible l'objectif de limitation du réchauffement à 1, 5°C, une réduction d'au moins 22%, ou mieux, de 32% par rapport à 2020 est nécessaire d'ici 2025, et une réduction de 49%, ou mieux, de 65% d'ici 2030.
- Ces objectifs de réduction du [Target Setting Protocol de la UN convened Net Zero Asset Owners Alliance](#) sont absolus et se rapportent aux propres émissions de CO2eq financées en 2020. Ils ne doivent pas être fixés en comparaison avec le marché de référence mondial. La part élevée habituelle d'investissements nationaux, moins intensifs en CO2eq, ne devrait pas être employée pour justifier des mesures de décarbonisation comparativement faibles.
- Selon le [Target Setting Protocol de l'UN convened Net Zero Asset Owners Alliance](#), il est également recommandé d'augmenter l'«impact investing» (Climate Solution Investment/Financing Transition Investments).



Activités politiques

2016 : La [Résolution Joris Vaucher](#) (Les Verts) au Conseil communal de la ville de Genève „Désinvestissons du pétrole, du gaz et du charbon: vers une Ville de Genève «zéro fossile»“, demande de saisir l'opportunité de la campagne internationale de désinvestissement des énergies fossiles pour en faire autant avec les investissements de la Ville de Genève pour ses fonds propres, notamment à travers CAP Prévoyance. L'objet est soutenu par le conseil communal et renvoyé à la Commission des finances. Lors d'une audition, la représentante du gouvernement de la ville rappelle l'autonomie de décision de l'organe suprême paritaire de la caisse qui impliquerait aucun pouvoir de direction. Cependant, ceci est en contradiction avec l'énoncé (en allemand, traduction ad-hoc) du Prof. Kieser et du Dr. Saner dans „Vermögensanlage von Vorsorgeeinrichtungen“, Allgemeine Juristische

Praxis, 2017, qui affirme la compétence des cantons et des communes de réglementer spécifiquement les placements pour des raisons éthiques.

Janvier 2018 : La Commission des finances demande un rapport (non publié) de la part du gouvernement et de CAP Prévoyance. Elle ~~accepte~~ la Résolution, qui est ainsi inscrite à l'ordre du jour du parlement. Les membres des Verts, du PS, d'Ensemble à Gauche, du PDC et de l'UDC annoncent que leurs partis iront voter pour la Résolution afin d'envoyer un signal clair à CAP Prévoyance.

Janvier 2019 : la Résolution Joris Vaucher est ~~acceptée~~ au Conseil communal.

Janvier 2021 : La [Question écrite Philippe de Rougemont et Denis Ruyschaert](#) «Où en est le désinvestissement fossile de la Caisse de pension de la Ville (CAP)» soulève, en référence à ce Rating de l'Alliance climatique, la nécessité de l'élaboration d'une stratégie climatique avec décarbonisation des portefeuilles par la CAP.

Mars 2021: Dans sa ~~réponse~~, le Conseil administratif affirme qu'une décarbonisation fait depuis longtemps partie des critères ESG appliqués par la CAP et qu'une stratégie climatique serait «bel et bien présente». Au moins, il promet de faire valoir les préoccupations soulevées via ses représentants au sein du Conseil de CAP Prévoyance.



Dialogue entre assuré-e-s et caisse

Groupe d'assuré.e.s de CAP Prévoyance pour le désinvestissement

Mars 2019 : le groupe d'assuré.e.s de CAP Prévoyance envoie une ~~lettre~~ au Conseil de fondation au nom des participants CAP Prévoyance de ~~retraites-sans-risques.ch~~. Il soutient la voie choisie par la Caisse (voir ci-dessus) du désengagement progressif des «secteurs sensibles» et le principe de sélection d'entreprises «best-in-class», et il s'attend à ce que la sensibilité inclue également la compatibilité climatique. Cependant, compte tenu des risques financiers liés au climat et des opportunités de rendement offertes par la transition énergétique, il s'attend que le réexamen en cours de la Charte relative aux principes d'investissements responsables (voir ci-dessus) aboutisse, sous le volet de l'intégration des facteurs ESG (Environnement, Social, Governance), à une stratégie climatique systématique.

Juin 2019 : dans sa réponse, CAP Prévoyance ne se prononce pas sur les attentes de décarbonisation de ses portefeuilles, mais indique qu'elle dispose déjà d'un portefeuille intégrant les critères ESG et qui «affiche un bon résultat au regard de l'empreinte carbone». Ceci, sans donner d'informations précises sur son ampleur. De plus, elle informe que les

instances de la Fondation «procèdent actuellement à un réexamen de la Charte des investissements responsables et des différents mandats et indices intégrant les facteurs dits ESG» (Voir l'évaluation des progrès climatiques potentiels de l'intégration ESG ci-dessus).